

Mercredi (après-midi) 4 juin 2014

Direction de la police et des affaires militaires**67 2013.1582 Motion 339-2013 PS-JS-PSA (Marti, Berne)
Protection de la population en cas d'accident à Mühleberg**

N° de l'intervention: 339-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 28.11.2013
Déposée par: PS-JS-PSA (Marti, Berne) (porte-parole)
Les Verts (Lüthi, Anet)
Cosignataires: 0
Urgence refusée: le 23.01.2014
N° d'ACE: 406/2014 du 26 mars 2014
Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Protection de la population en cas d'accident à Mühleberg

Le Conseil-exécutif est chargé de mettre à jour les mesures de protection de la population prévues en cas d'accident nucléaire à Mühleberg au plus vite et de présenter au Grand Conseil son plan de mise en œuvre. Ce plan devra satisfaire aux exigences de la Confédération, attendues pour fin 2013, et répondre notamment aux questions suivantes :

1. Comment se déroulerait l'évacuation (chronologie et voies d'évacuation) de la population concernée dans un rayon de 20 km et dans les zones environnantes, menacées du fait des conditions météorologiques (vent) ?
2. Quelle part de la population ne pourrait pas être évacuée ?
3. Combien de temps faudrait-il pour prendre des mesures efficaces pour protéger la population qui vit dans un périmètre de 20 km autour de la centrale et qui n'aura pas pu être évacuée immédiatement ?
4. Quelles mesures sont ou seraient prévues pour cette partie de la population (hébergement, secours, personnel médical, médicaments, vêtements de protection) ?
5. Quelles mesures médicales et de décontamination sont prévues dans un rayon de 20 km et de 30 km ? Quelle serait leur envergure, comment et où se dérouleraient-elles ?
6. Comment la décontamination ambulatoire est-elle définie et organisée (composition des équipes, lieux, équipement, ressources humaines, temps nécessaire) ?

Développement

Le 30 juin 2013, le Conseil-exécutif a présenté le rapport intitulé « Dispositif médical en cas d'accident nucléaire à Mühleberg ». Or, ce rapport laissait certaines questions sans réponse (voir points 1-6) et reposait sur des scénarios et des mesures qui ne correspondent pas à l'état actuel des connaissances. On attend en effet de nouvelles exigences de la Confédération pour la fin de l'année.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif prend les inquiétudes de la population au sérieux et attache une grande importance à l'élaboration d'une planification de qualité. Dans ce contexte, il faut tenir compte du fait que les tâches sont réparties entre la Confédération, les cantons et les communes, et doivent être coordonnées. En cas d'accident nucléaire à Mühleberg, dans une autre centrale en Suisse ou sur un territoire limitrophe, il est essentiel que les capacités et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de mesures de protection de la population puissent, selon l'ampleur de l'événement, largement dépasser celles de chaque canton. La réaction à chaque incident grave doit être coordonnée et gérée par les autorités fédérales et nécessite le déploiement de moyens

fédéraux et l'aide d'autres cantons ou d'États voisins. Les plans de mise en œuvre doivent donc être coordonnés et correspondre aux prescriptions fédérales.

En ce qui concerne les questions formulées dans la motion, le Conseil-exécutif renvoie à la réponse au postulat P 098-2011 déposé par Thomas Heuberger le 18 mai 2011 (ACE 875/2011), « Dispositif médical en cas d'accident nucléaire à Mühleberg ». En outre, le rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil du 3 juillet 2013 relatif à ce postulat contenait déjà une réponse exhaustive à ces questions.

Depuis, la situation n'a quasiment pas changé. La Confédération n'a pas encore publié les mesures et directives qu'elle avait annoncées pour fin 2013. En effet, la procédure de consultation relative à la vérification des scénarios de référence pour la planification de mesures de protection d'urgence menée par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) n'a été achevée que début février 2014 et la vérification du concept de zones, également dirigée par l'IFSN, est toujours en cours d'élaboration. Ces travaux doivent être terminés avant le début de la planification et la définition des mesures à mettre en place. En outre, le concept d'évacuation à grande échelle élaboré par l'Office fédéral de la protection de la population en collaboration avec les cantons est disponible sous la forme d'un rapport, qui ne contient toutefois pour l'instant pas de prescriptions obligatoires pour les cantons.

Dans le canton de Berne, les mesures de protection, fondées sur les prescriptions fédérales en vigueur, sont mises en œuvre. Pour la zone 1, il existe un concept d'évacuation; pour la zone 2, aucune évacuation n'est prévue pour le moment. Dès que la vérification des scénarios demandée par la Confédération et les adaptations des dispositions légales concernées seront terminées, le canton de Berne examinera, en tant qu'autorité responsable de la mise en œuvre, si des mesures de protection supplémentaires s'imposent et, le cas échéant, les réalisera. Si, au contraire, les nouveaux scénarios de référence n'exigent pas la mise en place de nouvelles mesures de protection, on pourra considérer que les travaux de mise en œuvre du Conseil-exécutif respectent les prescriptions en vigueur et sont donc terminés.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est disposé à examiner la demande de mise à jour des mesures de protection de la population dès que les prescriptions fédérales seront connues. Il estime que l'élaboration de la planification de mise en œuvre et le rapport au Parlement engendreront déjà un volume de travail supplémentaire considérable. Il en sera probablement de même pour la mise en œuvre et, à cet égard, il faudra également définir comment les mesures prises pourront être facturées au responsable.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n° 67, motion du PS-JS-PSA, «Protection de la population en cas d'accident à Mühleberg». Mme Marti a la parole. Vous ne vous êtes pas annoncée, Mme Marti.

Ursula Marti, Berne (PS). Als ich mich im letzten Herbst mit dem Bericht zu den medizinischen Vorkehrungen bei einer AKW-Havarie auseinandersetzte, bin ich erschrocken. Aber der Grund war nicht in erster Linie die medizinische Vorsorge, sondern die vielen Lücken unseres Bevölkerungsschutzes, insbesondere bei der Evakuationsplanung und bei der Notversorgung. Erschreckt hat mich, dass man von veralteten Gefährdungsszenarien ausgeht. Dieser Bericht hat mehr Fragen aufgeworfen als beantwortet. Wer kann bei einer AKW-Havarie nicht evakuiert werden? Was passiert mit diesen Menschen? Wie sehen die konkreten Schutzmassnahmen aus, wie der Zeitrahmen und die Örtlichkeiten? Die Antworten auf diese Fragen waren häufig sehr unbestimmt und endeten oft mit dem Satz: «Das Konzept liegt noch nicht vor» oder «Diese Massnahme ist noch nicht vorbereitet».

Daher haben wir diese Motion eingereicht. Wir wollen, dass die fehlenden Konzepte und die

notwendigen Vorbereitungen ohne Verzug an die Hand genommen werden. Wir halten die Schutz- und Rettungsmaßnahmen im Fall einer Havarie für unzulänglich und nicht dem heutigen Wissensstand entsprechend. Vor allem fehlt die Evakuationsplanung für die Zone 2. Es fehlen Aufnahmeorte, Planungen, Bereitstellung von Material und Personal und auch ein Informationskonzept für die Bevölkerung.

Zudem haben wir den Eindruck, dass man die Möglichkeit einer Havarie zu wenig ernst nimmt. Eine Havarie ist aber nicht auszuschliessen. Naturereignisse wie Erdbeben, aber auch Flugzeugabsturz, Flugzeugattentat, Risse oder andere Schäden liegen im Bereich des Möglichen. Zudem wird die Gefährdung nach der Abschaltung des AKW – gemäss BKW 2019 – noch mindestens sieben weitere Jahre andauern, bis die Brennelemente eingelagert sind. Der Handlungsbedarf besteht also auch noch nach der Abschaltung. Es wird immer wieder darauf verwiesen, dass man noch auf neue Vorgaben des Bundes warte. Das anerkenne ich. Es ist ein Problem, und ich möchte den Regierungsrat bitten, zu insistieren, dass diese Vorgaben nun wirklich kommen. Sie waren bekanntlich für 2013 angekündigt. Trotzdem hat der Kanton den Auftrag, für diese Schutzmassnahmen zu sorgen. Er muss sich um diese Verbesserungen bemühen und dort, wo Lücken bestehen und Massnahmen nicht mehr dem heutigen Wissensstand entsprechen, eingreifen. Daher bitte ich Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, diesen Vorstoss zu unterstützen. Ich bin bereit, ihn in ein Postulat zu wandeln, damit er hoffentlich mehrheitsfähig wird.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Dieser Vorstoss wird auch durch eine Umwandlung nicht besser. Ich kann es vorweg nehmen: Seitens der SVP wird er auch als Postulat abgelehnt. Ich nehme den Motionären ihre Besorgnis nicht eins zu eins ab. Es ist vielmehr ein Ur-Wahlkampfthema: AKW, AKW und noch einmal AKW. Man bewirtschaftet dieses Thema, man macht Volksabstimmungen, und weil man dort nicht durchkommt, probiert man hier weiter. Man macht den Menschen Angst. Man möchte Konzepte möglichst verschicken, damit die Menschen danach noch verunsicherter sind. Man weiss nun, dass das AKW im Jahr 2019 abgestellt wird, und weil man bis dann wahrscheinlich kein Konzept zum Verschicken hat, spricht man nun von den Brennstäben, die dann noch sieben Jahre bleiben. Danach will man wahrscheinlich die Leute informieren, wie sie sich verhalten müssten. Man hat bis 20 Kilometer Radius um das Kernkraftwerk Jodtabletten verschickt. Wer hat diese heute noch zur Hand? Wer weiss noch, wo sie sind? Wer hat sie schon gegessen? Das wissen wir alles nicht. Nun spricht man davon, Jodtabletten bis 50 Kilometer zu verschicken, und hat das Gefühl, die Menschen wüssten dann, was sie damit machen sollen. Man muss es wahrscheinlich etwa in 20 Sprachen übersetzen, damit alle wissen, was sie zur richtigen Zeit und am richtigen Ort tun sollen.

Wir sind der Meinung, das sei eine Panikmache par excellence, die hier die Grünen, die Sozialdemokraten und weitere linke Kreise probieren. Fakt ist, dass gemacht wurde, was nötig ist. Was noch fehlt, ist auf Stufe Bund am Laufen, und wenn das klar ist, werden selbstverständlich die notwendigen Schritte unternommen. Aber am Stand heute gibt es nichts zu ändern. In diesem Sinn ist auch die Postulatsforderung obsolet, und darum sagen wir hier klar Nein.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Mon groupe soutient unanimement cette motion sous la forme d'un postulat. Ce n'est probablement pas par hasard que deux femmes soient à l'origine de cette motion, transformée en postulat. Les femmes savent de quoi elles parlent quand elles pensent à la vie. Tchernobyl, Fukushima, vous me direz qu'il s'agit de vieilles histoires et qu'on a déjà oublié. Ces deux terribles catastrophes ont démontré ceci: on n'élimine pas les risques en faisant aveuglément confiance à la technique. L'opacité, le silence ou la désinformation caractérisent l'industrie nucléaire, que ce soit sur le plan de l'exploitation des centrales ou de la gestion d'un accident majeur. Un état de panique et de désorganisation totale s'installe sitôt après un accident. Le bouleversement est total, les dégâts incommensurables. Les victimes vivent un état de stress, d'incertitude par rapport aux mesures prévues et par rapport à celles qui sont effectivement prises. Tous ces éléments plaident en faveur d'une planification très sérieuse des secours. Tant qu'existeront les centrales nucléaires, la menace d'un accident planera, telle une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. La meilleure protection sera toujours la fermeture effective, rapide et le démantèlement des centrales nucléaires. Il reste évidemment encore la gestion des déchets. Ceci constitue une autre affaire, elle aussi très sérieuse, non résolue après pourtant quarante ans d'exploitation des centrales nucléaires. En conclusion, étant donné que la Confédération doit encore publier les mesures et les directives promises à la fin 2013, étant donné que cette publication et ces directives sont liées à la procédure de consultation menée par l'IFSN, terminée en février 2014, le

groupe des Verts comprend la position du gouvernement, va accepter le postulat et vous invite à en faire de même.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Die SP-Fraktion bittet Sie, das Postulat zu überweisen. Wie Ursula Marti war ich im letzten Herbst in der Kommission «Medizinische Vorkehrungen bei AKW-Havarie Mühleberg». Genau wie sie bin ich erschrocken über die Tatsache, dass vor allem beim Bund völlige Konfusion herrscht, was man tun soll, wenn in Mühleberg etwas geschieht. Ich habe die Welt nicht mehr verstanden, als ich das hörte. Bisher sagte man einfach, man solle in den Keller gehen, wenn etwas passiert. Das hat man im Zweiten Weltkrieg auch schon gemacht und überträgt es nun auf AKW-Vorfälle. Doch das ist jetzt natürlich vorbei, weil sich neuere Erkenntnisse ergeben haben. Nach Fukushima müssen grössere Menschenmengen evakuiert werden. Das ist eine völlig neue Situation. Wir werden noch sehen, was es für Auswirkungen hat.

Bei diesem extremen Meinungsumschwung der Experten wird mein Vertrauen in Experten natürlich auch nicht gerade gestützt. Wir haben schon hundertmal in diesem Saal gehört, dass die Experten ihre Sache verstehen und erklären, wie es ist. Wir vertrauen auf sie, und ich weiss nicht, ob wir das Vertrauen nach solchen Vorgängen noch aufrechterhalten können. Beim Kanton herrschte keine Konfusion, weil sich der Kanton gar nicht zuständig fühlte. Er hat einfach auf die Vorgaben des Bundes gewartet. Auf diese warten wir seit Herbst 2013. Sie wurden angekündigt. Bisher habe ich noch nicht gehört, dass sie eingetroffen sind. Vielleicht kann uns Herr Käser in seinem Votum aufklären, ob sie unterdessen eingegangen sind.

Die Jahre 2014 bis 2019 werden die gefährlichsten Jahre des AKW Mühleberg sein. Somit besticht das Argument, es gehe ja nicht mehr lange, hier nicht. (*La présidente agite sa cloche.*)

Ich nenne zwei Gründe, weshalb diese Jahre die gefährlichsten sind. Einerseits gibt es eine generelle Badewannenkurve: Beim Einschalten ist es gefährlich. Dann wird es relativ ungefährlich, und gegen das Ende der Lebensdauer wird es wieder gefährlich. Dies ist generell so. Bei Mühleberg kommt noch hinzu, dass das Eidgenössische Nuklearsicherheitsinspektorat (ENSI) wahrscheinlich wieder nachgeben wird. Es wird wahrscheinlich die angekündigten und sehr wichtigen Nachrüstungsmaßnahmen nicht vollständig durchsetzen und damit argumentieren, 2019 wird bekanntlich abgeschaltet, also könne man das wirtschaftlich nicht mehr verantworten. Dazu kommt, dass die abgebrannten Brennstäbe nach 2019 noch jahrelang in Mühleberg verbleiben werden, und gerade in Fukushima hat man gesehen, dass sogar ein Reaktor, der schon lange abgestellt war, noch zu einer sehr grossen Gefahr werden konnte. Also ist es im Jahr 2019 noch nicht fertig damit.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Auch ich durfte in der Kommission mitwirken, die diesen Bericht zur Havarie in Mühleberg im letzten Jahr vorbereitet hat. Interessanterweise erlebte ich die Situation etwas anders als meine Vorredner. Ich gewann den Eindruck, dass die zuständigen Leute in unserem Kanton ein fundiertes Wissen im Umgang mit den Gefahren von Mühleberg haben und dass sie auf die wesentlichen Fragen gut vorbereitet sind. Trotzdem sind natürlich die sechs von Ursula Marti nun als Postulat aufgeworfenen Fragen genau solche, die wir nie endgültig beantworten können. Solange das AKW Mühleberg ein Gefahrenpotenzial in sich birgt, müssen wir uns mit diesen Fragen rollend und wiederkehrend auseinandersetzen. Vermutlich hat es auch die Regierung so beurteilt, als sie dem Vorstoss als Postulat zustimmte. Man kann nicht gegen diese Fragen und Massnahmen sein, solange wir eine solche Gefahr haben. Im Wissen darum, dass man viele Dinge nicht statisch lösen kann, werden wir daher diesem Vorhaben als Postulat zustimmen. Es ist Aufgabe der Verantwortlichen, der Situation in immer wiederkehrendem Führungsrhythmus von Lagebeurteilung, Entscheidungsfindung und Massnahmenanordnung gerecht zu werden. Nichts hindert uns daran, diese Absicht heute mit einem Postulat zu bekräftigen.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Zur Vorgeschichte: Wir haben diesen Bericht im letzten Jahr mit 127 gegen 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen genehmigt, wenn ich mich richtig erinnere. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass umfangreiche Planungen und Vorgehensweisen definiert sind, die bei einem Unglück in einem Kernkraftwerk zum Einsatz kommen, und ich habe es nicht als so dramatisch empfunden, wie es Res Hofmann vorhin dargestellt hat. Das Postulat nimmt ein Thema auf, das momentan bei den Bundesstellen überprüft und je nach Ausgang zu einer neuen Umsetzungsplanung führen wird. Gemeint ist insbesondere die neue Beurteilung der Evakuierungen ausserhalb des engsten Rayons eines Kernkraftwerks. Wenn die zuständigen Bundesstellen tatsächlich zum Schluss kommen, dass nicht mehr primär Zivilschutzanlagen

vorgesehen werden sollen, sondern grossflächigere Evakuierungen, dann hat das natürlich erhebliche Auswirkungen auf die Planungen. Die Forderung des Postulats ist in diesem Punkt klar: Der Regierungsrat soll beim Vorliegen dieser neu ausgearbeiteten Erkenntnisse schnellstmöglich die Vorkehrungen auf den neuesten Stand bringen.

Dazu hat der Regierungsrat in der Diskussion des Berichts wie auch in der Antwort klar gesagt, dass er die Umsetzungsverantwortung der neuen Vorgaben wahrnehmen will. Er hat gar keine Wahl: Er muss sie wahrnehmen! Aber er muss dies in Koordination mit dem Bund und mit den andern Kantonen tun. Der Regierungsrat hält fest, dass nach wie vor die gültigen gesetzlichen Vorgaben umgesetzt sind.

Die BDP-Fraktion erwartet, dass mit den neuen Massnahmen auch nicht übertrieben wird, zum Beispiel mit den enormen Kosten für die Abgabe von Jodtabletten. Wir erachten das als unverhältnismässig und vor allem auch für ineffizient. Die BDP kann diesen Vorstoss als Postulat (*la présidente agite sa cloche*) grossmehrheitlich unterstützen. Ihre Begeisterung hält sich aber in Grenzen.

Urs Muntwyler, Berne (Les Verts). (*La présidente demande le calme.*) Ich verstehe sehr gut, dass Herr Riem nicht begeistert ist, denn das Thema begeistert uns nicht mehr so. Das ist immer am Schluss der Fall, wenn ein technisches Gerät ans Ende seiner Lebensdauer kommt. Beim Betrieb technischer Geräte sollte man immer alle Konsequenzen bedenken: Der Worst Case ist zu berücksichtigen. Das ist beim AKW Mühleberg noch einige Jahre der Fall, und deshalb wird uns das Thema noch einige Jahre beschäftigen, ob uns das nun passt oder nicht. Unverständlich ist für mich, dass das ENSI immer länger braucht, als es sollte. Dort ist man immer in Verzug. Und nervös macht mich das speziell beim ENSI, weil der Direktor ja einmal gesagt hat, sie würden zeigen, dass die schweizerischen AKW sicher sind. Das ist, als ob ich mit einem vierzigjährigen Auto zur Motorfahrzeugkontrolle ginge und man mir dort sagen würde, man zeige jetzt, dass das vierzigjährige Auto von Herrn Muntwyler sicher ist. Das ist nicht der richtige Ansatz, weder bei Autos noch bei Flugzeugen oder ähnlichen Dingen. Man muss da vorsichtig sein und alle Konsequenzen bedenken.

Deshalb ist es wichtig, dass man das weiter im Auge behält, wie die Regierung vorschlägt. Insbesondere gilt dies, weil man beim Bund trödelt. Nervös macht mich auch, dass die AKW-Betreiber offensichtlich etwas renitent sind und nicht wirklich merken, worum es geht. Was wir wieder über die Diskussion um die Jodtablettenabgabe lesen müssen, gibt mir manchmal das Gefühl, es fehle jenen Leuten ein bisschen das Einfühlungsvermögen bei der ganzen Problematik. Sie sollten das einmal mit ihrer PR-Abteilung besprechen. Ich denke, das ist keine Art, mit diesem Problem umzugehen. Besser macht es die Regierung, die vorschlägt, dass man das Verursacherprinzip auch bei den Kosten anwendet, wie man das überall machen muss. Wir müssen von irgendwelchen lustigen Quersubventionierungen wegkommen. Das ist passé. Heute muss man die Kosten auf den Tisch legen und die Konsequenzen bedenken, damit man die Sache sehenden Auges betreiben kann, auch wenn die Konsequenzen sehr gravierend sind. Gerade deshalb muss man eine solche Vorsorgeplanung machen. Daher bitte ich Sie, dieses Postulat zu unterstützen. Dieses Votum hielt ich anstelle von Frau Lüthi.

La présidente. Y a-t-il encore des intervenants de groupes? M. Müller pour le PLR.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es ist gut und wichtig, dass man sich Gedanken macht, was in Notfällen und Ausnahmesituationen passiert, und es ist egal, ob es um ein Umweltereignis, ein Hochwasser, einen Sturm oder ein Zivilisationsereignis geht. Gefordert sind in solchen Situationen Institutionen wie die Feuerwehr, die Polizei, die Armee usw. Institutionen also, die sonst nicht immer in der Gunst der motionierenden Parteien SP und Grüne stehen. Es gibt ja sogar Parteien, die im Parteiprogramm einen Teil dieser Institutionen abschaffen.

Wie also muss man sich diesen Vorstoss erklären? Er wurde im Zusammenhang mit den Wahlen und mit der Mühlebergabstimmung eingereicht. Die Junisession ist ja auch ein bisschen ein «Aufwischer» für alle Wahlkampfmotionen der SP und der Grünen. Dies ist nun schon die dritte, die wir diese Woche diskutieren. Sie werden dann zum Postulat abgeschwächt, damit man sein Gesicht einigermassen wahren kann. Es ist ja nicht so, dass sich die Regierung des Kantons Bern über solche Ereignisse noch nie Gedanken gemacht hätte. Das sagt auch die Regierung in ihrer Antwort. Es gab schon mehrere Vorstösse zu diesem Thema, und der letzte Bericht der Regierung datiert vom Juli 2013, ist also weniger als ein Jahr alt. Sogar die Regierung stellt dazu lakonisch fest:

«Seither hat sich die Situation kaum verändert.» Dies ist eine nette Art zu sagen, dass der Vorstoss überflüssig ist. Man kann diesem Vorstoss als Postulat zustimmen. Ich bitte sie aber, diesen dann gleichzeitig abzuschreiben. Das ist unser Antrag.

La présidente. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait prendre la parole en tant qu'intervenant de groupe? Ce n'est pas le cas. Des intervenants à titre personnel? Ce n'est pas non plus le cas. Mme Marti ne veut plus prendre la parole. M. le directeur, c'est à vous.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich möchte in aller Deutlichkeit festhalten, dass sich die Regierung sehr bewusst ist, dass solche Notfallkonzepte greifen müssen. Zudem ist absolut klar, dass ein Notfallkonzept existiert. Aber dieses Notfallkonzept ist natürlich aus der Zeit vor Fukushima, und das ist ein Problem. Aber das ist vor allem ein Problem des Bundes. Das haben wir in unserer Antwort deutlich dargestellt. Am Schluss der ersten Seite der Regierungsantwort können Sie lesen, dass ein Bericht des Bundes vorliegt. Dieser enthält jedoch noch keine verbindlichen Vorgaben für die Kantone.

Gestützt auf die gesetzlichen Vorgaben des Bundes, sind die Schutzmassnahmen im Kanton Bern umgesetzt. Das ist richtig. Ein Evakuationskonzept für die Zone 1 ist vorhanden, für die Zone 2 ist gemäss heutigem Konzept keine Evakuierung vorgesehen. Zudem ist es sehr wohl so, wie Herr Grossrat Hofmann sagt: Auch wenn Mühleberg 2019 abgestellt wird, bleibt der Reaktor noch einen Moment dort, und dieser Moment kann relativ lange dauern. Daher ist es für die Regierung absolut klar, dass sie das Konzept anpassen muss. Aber sie ist darauf angewiesen, dass der Bund definiert, in welchem Rahmen dieses Konzept angepasst werden muss. Somit ist klar, dass die Regierung und die POM, die dieses Konzept in der Federführung bearbeitet, mit grossem Interesse die Entwicklung auf Bundesebene verfolgen.

Diese Diskussion haben wir im Übrigen auch schon in der Regierung geführt. Im letzten Abschnitt der Regierungsantwort steht denn auch, dass die Erarbeitung der Umsetzungsplanung und der Berichterstattung an den Grossen Rat zu erheblichem Zusatzaufwand führen wird. Es ist klar, dass man eine solche Arbeit nicht einfach so «mir nichts, dir nichts» machen kann. Aber sie ist wichtig, und sie hat einen hohen Stellenwert. Das ist gar keine Frage.

Die Umsetzung selber hat ebenfalls Kostenfolgen, und da werden wir aufzeigen, wie die entsprechenden Massnahmen abgegolten werden müssen. Es gibt ja einen Betreiber des Kraftwerks, und es gibt einen Fonds für den Rückbau. Das muss alles aufgezeigt werden. Deshalb könnte ich mir gut vorstellen, dass der Antrag der Regierung, diese Motion als Postulat anzunehmen, in die richtige Richtung weist, weil dies eben zeigt, dass wir daran sind und dass es ein wichtiges Geschäft ist. Selbstverständlich ist es der Regierung wichtig, dass die Bevölkerung ruhig schlafen kann.

La présidente. Nous passons au vote de cette motion qui a été transformée en postulat. M. Müller du PLR a demandé le classement. Nous allons d'abord voter sur le postulat et ensuite sur le classement. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 93

Non 44

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Nous passons maintenant au vote sur le classement de ce postulat. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 81

Non	55
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté le classement de ce postulat. Nous prenons congé de M. le directeur de la police. J'aimerais bien que vous écoutiez, ceux qui ne savent pas très bien le français sont priés de mettre les oreillettes, j'ai des informations assez importantes à vous communiquer. Comme vous avez pu le remarquer, nous avons bien avancé dans notre programme et comme certains directeurs sont occupés demain, nous ne pouvons pas continuer. Cela va se passer ainsi: demain matin, nous n'avons pas de session. Le secrétariat du Grand Conseil enverra un e-mail à tous les membres, mais comme vous le savez, mieux vaut un double mail, avertissez donc vos camarades de groupe pour les avertir que nous n'avons pas de session demain matin. Nous commencerons demain après-midi à 13h30, comme d'habitude, jusqu'à 15 heures. Ensuite, à 15 heures, ceux qui se sont annoncés sont les bienvenus à Epsach. Nous allons aujourd'hui commencer avec la Direction de la santé publique et des affaires sociales, car il n'y a que deux motions, mais je ne pense pas que nous pourrions finir. Demain nous aurons la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Peut-être que nous aurons fini un peu plus tôt demain après-midi, si nous n'avons pas fini, nous continuerons un peu plus longtemps. J'aimerais classer ces deux Directions. Tous les membres du Bureau auront leur séance demain matin de 11 heures à midi. Demain à midi, il y a également des manifestations auxquelles plusieurs d'entre vous se sont annoncés. Je prie les personnes qui se sont annoncées de faire l'effort d'y aller, et ceci par respect pour les personnes qui organisent ces manifestations. J'ai une dernière information importante: la présidente de la Commission de la formation, Mme Zäch, aimerait que tous les membres de cette commission se retrouvent demain à 14 heures à la salle des pas perdus. Nous saluons M. le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale.